

AP du 22 février 2013
Epannage

Prescriptions abrogées et remplacées
par celles de l'AP du 27 février 2013



22 FEV. 2013

PREFECTURE
DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
Section Installations Classées
DAGE - BPUP - IC - FB - N° 2013-65

PREFET DU PAS-DE-CALAIS

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de **GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT**

SOCIETE SEDE ENVIRONNEMENT

ARRETE D'AUTORISATION

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le décret n° 2006-1099 du 31/08/2006 relatif au bruit de voisinage ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 juillet 1999 autorisant la société SEDE ENVIRONNEMENT à exploiter une unité de compostage à partir des déchets et co-produits située RN 30 – lieu-dit « vers le pont » à GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 18 février 2003 relatif à la modification de l'origine géographique des déchets et la modification du système de traitement des eaux usées ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 12 juillet 2006 pour la modification de la nature et origine géographique des déchets et co-produits admis sur le site ;

VU la demande présentée le 18 juin 2008 par la société SEDE ENVIRONNEMENT en vue d'être autorisée à valoriser en épandage agricole des sous-produits issus de l'exploitation de son établissement de GRAINCOURT LES HAVRINCOURT ;

VU les plans produits à l'appui de la demande ;

VU l'ordonnance de M. le Président du Tribunal Administratif de LILLE en date du 24 septembre 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30/09/2009 portant avis d'ouverture d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 26/10/2009 au 27/11/2009 inclus sur le territoire des communes concernées par l'épandage agricole ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes concernées, de l'avis au public ;

VU la publication de cet avis dans 2 journaux locaux ;

VU la saisine en date du 1er octobre 2009 des services déconcentrés de l'Etat précisés dans l'article R512-21 du Code de l'Environnement ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 9 octobre 2009 ;

VU l'avis du Service d'Assistance technique à la Gestion des Epandages (S.A.T.E.G.E.) en date du 1^{er} décembre 2009 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 7 décembre 2009 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement – Service Urbanisme - en date du 18 décembre 2009 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 22 décembre 2009 ;

VU l'avis de la Directrice Départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 4 janvier 2010 ;

VU la saisine des communes concernées par le périmètre d'affichage et d'épandage en date du 1^{er} octobre 2009 ;

VU les délibérations émises par les conseils municipaux des communes concernées par le périmètre d'affichage et le plan d'épandage ;

VU le rapport et conclusions du commissaire enquêteur en date du 17 décembre 2009 ;

VU le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 19 décembre 2012 ;

VU l'envoi des propositions de l'Inspection des Installations Classées en date du 15 janvier 2013 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 31 janvier 2013 à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 1^{er} février 2013 ;

VU le courriel d'accord de l'exploitant en date du 18 février 2013 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'exploitation prévues dans le dossier de demande d'autorisation et les mesures imposées à l'exploitant permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-10-120 du 14 février 2013 portant délégation de signature ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du PAS-DE-CALAIS ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – PÉRIMÈTRE D'ÉPANDAGE

1.1 – La société SEDE ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 5 rue Frédéric Degeorges -BP 175 à ARRAS, est autorisée sous réserve des dispositions du présent arrêté, à procéder à l'épandage des composts non normalisés et de l'ORGANIK issus de la station de compostage de son établissement sis au Lieu-dit « vers le pont » RN 30 à GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT, à raison de 7 000 tonnes par an (1 500 tonnes de composts non normalisés et 5 500 tonnes d'ORGANIK) dans le département du Pas-de-Calais sur le territoire des communes citées en annexes 1 et 2 du présent arrêté :

Annexe 1 : Liste des communes concernées par le plan d'épandage de composts non normalisés ;
Annexe 2 : Liste des communes concernées par le plan d'épandage de l'ORGANIK.

Les épandages sont réalisés à la charge et sous la responsabilité de la société SEDE ENVIRONNEMENT.

1.2 – Les prescriptions des articles du titre VIII (articles 23 à 35 inclus) de l'arrêté en date du 06/07/1999 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

1.3 – L'épandage est réalisé exclusivement sur les superficies épandables des terrains repérés sur les parcellaires au 1/25000 des dossiers cartographiques joints en annexe au dossier de demande d'autorisation de l'exploitant et reprises dans les listes exhaustives jointes en annexes 3 et 4 au présent arrêté : parcelles repérées par leurs coordonnées cadastrales, soit sur une superficie globale de 4070,64 ha (1 964,34 ha pour les composts non normalisés ; 2 106,3 ha pour l'ORGANIK) effectivement épandables. L'épandage est interdit dans les zones de protection immédiate et rapprochées des captages d'eau potable destinée à la consommation humaine.

L'épandage est interdit sur pâturage.

1.4. – Toute modification apportée au périmètre d'épandage défini ci-dessus est soumise à la procédure prévue par l'article R.512-33 du Code de l'Environnement et devra être accompagnée d'une étude hydrogéologique, pédologique et agronomique.

1.5. – La nature, les caractéristiques et les quantités de composts non normalisés et d'ORGANIK sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte directe ou indirecte à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques et que les nuisances soient réduites au minimum.

ARTICLE 2 – CONDITIONS D'ÉPANDAGE

2.1 – Conditions de fertilisation agricole par les composts non normalisés et l'ORGANIK

L'épandage ne peut être réalisé que dans la mesure où cette méthode permet une bonne épuration par le sol ou son couvert végétal. En outre, seuls les produits ayant un intérêt pour le sol ou la nutrition des cultures peuvent être épandus. C'est pourquoi la société SEDE ENVIRONNEMENT devra sans délai arrêter tout épandage dès lors qu'il apparaît que l'une des prescriptions du présent arrêté ne peut être respectée. Une filière alternative d'élimination ou de valorisation de ces composts destinés à l'épandage doit être prévue en cas d'impossibilité temporaire de se conformer à ces prescriptions (résultats d'analyses non satisfaisants – conditions climatiques défavorables...) :

La capacité d'absorption des sols ne devra pas être dépassée afin de prévenir toute stagnation prolongée sur les sols.

Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte-tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ;
- à empêcher le colmatage du sol.

2.2 – Composition des sols requise

L'épandage ne peut être réalisé que sur des sols répondant aux conditions définies ci-après :

- pH > 6 ;
- teneurs en éléments – traces métalliques inférieures aux valeurs limites suivantes dans des échantillons de terre.

ÉLÉMENTS-TRACES DANS LES SOLS	VALEURS LIMITES en mg/kg de matières sèches
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

Toutefois les composts non normalisés et l'ORGANIK peuvent être épandus sur des terrains dont le pH est inférieur à 6, lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH du sol est supérieur à 5 ;
- la nature des amendements contribue à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ;

- le flux cumulé maximum des éléments apportés au sol est inférieur aux valeurs limites dans le tableau ci-dessous :

Flux cumulé maximum en éléments-traces métalliques apporté par les composts non normalisés et l'ORGANIK pour les sols de pH inférieur à 6

Éléments-traces métalliques	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	0,015
Chrome	1,2
Cuivre	1,2
Mercure	0,012
Nickel	0,3
Plomb	0,9
Zinc	3
Chrome+cuivre+nickel+zinc	4

2.3 – Distances et délais minimaux :

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L.20 du Code de la Santé Publique, l'épandage des composts non normalisés et de l'ORGANIK de la société SEDE ENVIRONNEMENT respecte les distances et délais minimaux suivants :

NATURE DES ACTIVITÉS À PROTÉGER	DISTANCE MINIMALE	DOMAINE D'APPLICATION
Puits, forages, sources, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères.	35 mètres 100 mètres	Pente du terrain inférieure à 7 % Pente du terrain supérieure à 7 %
Cours d'eau et plans d'eau.	35 mètres des berges 100 mètres des berges et interdit si cela peut conduire à un ruissellement en dehors du champ d'épandage	Pente du terrain inférieure à 7 % Pente du terrain supérieure à 7 %
Lieux de baignade.	200 mètres	
Sites d'aquaculture (piscicultures et zones conchyliques).	500 mètres	
Habitation ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissements recevant du public.	50 mètres 100 mètres (200 mètres pour les zones de loisir ou établissement recevant du public)	En cas de boues odorantes

NATURE DES ACTIVITÉS À PROTÉGER	DELAI MINIMUM	DOMAINE D'APPLICATION
Habitations entre 50 et 100 m	Enfouissement immédiat.	
Herbages ou cultures fourragères.	Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte de cultures fourragères. Six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères.	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes. Autres cas.
Terrains affectés à des cultures maraîchères ou fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers.	Pas d'épandage pendant la période de végétation.	
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact avec les sols, ou susceptibles d'être consommés à l'état cru.	Dix mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même. Dix-huit mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même.	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes. Autres cas.

2.4 - L'épandage est interdit :

- sur les sols non cultivés ;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient un ruissellement hors du champ d'épandage ;
- sur les sols détrempés, inondés, enneigés ou pris en masse par le gel sur plus de 20 cm ;
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation.

Les composts non normalisés et l'ORGANIK ne peuvent être épandus :

- si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant à l'article 2.2 ;
- dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans les composts non normalisés et l'ORGANIK excède les valeurs limites figurant aux tableaux de l'article 3.2 ;
- dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par ces composts non normalisés ou l'ORGANIK sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant aux tableaux de l'article 3.2 ;

ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES DES COMPOSTS

3.1 – Composition des composts

3.1.1 – Composts non normalisés

Le compost non normalisé visé à l'article 1 du présent arrêté est un compost qu'il était prévu de vendre sous forme de compost normalisé mais qui s'avère, en raison d'aléas techniques, non conforme à la norme mais conforme à la réglementation des épandages.

3.1.2 – ORGANIK

L'ORGANIK visé à l'article 1 du présent arrêté est un amendement organique résultant du mélange des concentrats de l'évapoconcentration des effluents de la plate-forme de compostage (eaux de ruissellement) avec du compost normalisé.

3.2 – Valeurs limites

3.2.1- Les teneurs en éléments – traces métalliques et composés – traces organiques des composts non normalisés ne doivent pas dépasser les valeurs limites suivantes :

Teneurs limites en éléments-traces métalliques des composts non normalisés

Éléments-traces métalliques	Valeur limite dans les composts (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les composts sur 10 ans (kg/ha)	Flux cumulé maximum apporté par les composts par an (kg/ha)
Cadmium	3	0,15	0,045
Chrome	120	6	1,8
Cuivre	300	10	3
Mercure	2	0,1	0,03
Nickel	60	3	0,9
Plomb	180	9	2,7
Zinc	600	30	6

Teneurs limites en composés-traces organiques des composts non normalisés

Composés-traces organiques	Valeur Limite dans les composts (mg/kg MS)	Flux maximum apporté par les composts par an (g/ha/an)
Total des 7 principaux PCB(*)	0,8	1,2
Fluoranthène	4	4
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5
Benzo(a)pyrène	1,5	1,5

(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180

3.2.2 Les teneurs en éléments – traces métalliques et composés – traces organiques de l'ORGANIK ne doivent pas dépasser les valeurs limites suivantes :

Teneurs limites en éléments-traces métalliques de l'ORGANIK

Éléments-traces métalliques	Valeur limite dans les déchets ou effluents (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	10	0,015
Chrome	1000	1,5
Cuivre	1000	1,5
Mercure	10	0,015
Nickel	200	0,3
Plomb	800	1,5
Zinc	3000	4,5
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	4000	6

Teneurs limites en composés-traces organiques de l'ORGANIK

Composés-traces organiques	Valeur Limite ou effluents dans les déchets (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m ²)
Total des 7 principaux PCB(*)	0,8	1,2
Fluoranthène	5	7,5
Benzo(b)fluoranthène	2,5	4
Benzo(a)pyrène	2	3

(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180

3.2.3- Les composts non normalisés et l'ORGANIK ne peuvent pas être épandus si les concentrations en agents pathogènes sont supérieures à :

- Salmonella : 8 NPP/10 g MS
- Entérovirus : 3 NPPUC/ g MS
- Oeufs d'helminthes pathogènes viables: 3 pour 10 g MS.

ARTICLE 4 – DOSES D'APPORT

4.1 - La dose d'apport de compost non normalisé et d'ORGANIK est déterminée en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ;
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligoéléments, tous apports confondus ;
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, du compost non normalisé et de l'ORGANIK et les autres apports;
- des teneurs en éléments ou substances indésirables contenus dans le compost non normalisé et l'ORGANIK;
- de l'état hydrique du sol ;
- de la fréquence des apports sur une même parcelle ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.

L'apport de compost non normalisé est limité à 15 t/ha tous les trois ans.

L'apport d'ORGANIK est limité à 19 t/ha tous les trois ans.

4.2 – Apports d'azote

Toutes origines confondues, organiques et minérales, les apports d'azote exprimés en N global ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- cultures de légumineuses : aucun apport azoté ;
- cultures autres que prairies et légumineuses : les apports de fertilisants azotés devront être en conformité avec les seuils indiqués dans le programme d'actions départementales du Pas-de-Calais concernant la protection des zones vulnérables en vigueur.

L'azote utilisable des différents fertilisants ne doit pas excéder les besoins de la culture concernée par l'épandage, ceci afin d'éviter les accidents de culture par sur-fertilisation ainsi que la contamination des eaux, superficielles et souterraines, par lessivage des nitrates.

C'est pourquoi pour chaque parcelle amendée et fertilisée par le compost non normalisé et l'ORGANIK, l'exploitant fait réaliser par un expert agronome le calcul de l'apport azoté nécessaire et suffisant compte-tenu de la culture implantée après épandage et reportera ces valeurs et leur justification sur le programme prévisionnel d'épandage et sur le compte-rendu du bilan de la campagne d'épandage.

ARTICLE 5 – PÉRIODES D'ÉPANDAGE

L'épandage a lieu pour l'essentiel de mi-juillet à mi-novembre, sur chaumes de céréales.

Des épandages ont également lieu au printemps lorsque les conditions climatiques le permettent.

Les périodes d'épandage respectent le Code des Bonnes Pratiques Agricoles du département du Pas-de-Calais.

L'épandage est interdit les dimanche et jours fériés.

ARTICLE 6 – STOCKAGE DU COMPOST ET DE L'ORGANIK SUR LE SITE DE PRODUCTION

Les dispositifs permanents d'entreposage du compost non normalisé et de l'ORGANIK sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable ou la réglementation en vigueur.

Les dispositifs permanents d'entreposage doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.

ARTICLE 7 – STOCKAGE EN BOUT DE PARCELLE

Le dépôt temporaire du compost non normalisé et de l'ORGANIK est interdit sur les parcelles situées dans les périmètres de protection éloignées des captages d'eau potable.

Le dépôt temporaire du compost non normalisé et de l'ORGANIK est autorisé sur les autres parcelles d'épandage réceptrices en et sans travaux d'aménagement, sous réserve que les cinq conditions suivantes soient simultanément remplies :

- les déchets sont solides et peu fermentescibles, à défaut, la durée du dépôt est inférieure à quarante-huit heures ;
- toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ;
- le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage à l'article 2.3 du présent arrêté, sauf pour les distances vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée ;
- le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ;
- la durée maximale ne doit pas dépasser un an et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de 3 ans.

ARTICLE 8 – CONVENTION D'ÉPANDAGE

La société SEDE ENVIRONNEMENT est liée à chaque exploitant agricole mettant ses terres à disposition, par une convention d'épandage précisant la nature, la composition moyenne et la quantité de compost non normalisé et d'ORGANIK, les doses d'apports, les parcelles réceptrices ainsi que les conditions d'épandage et de suivi des composts non normalisés et de l'ORGANIK et des sols, conformément aux dispositions du présent arrêté.

Cette convention doit spécifier que les parcelles recevant du compost non normalisé ou de l'ORGANIK ne doivent pas être fertilisées ou amendées par un autre sous-produit soumis à un plan d'épandage si l'apport de ce sous-produit sur le plan agronomique n'est pas complémentaire à celui du compost non normalisé et de l'ORGANIK de la société SEDE ENVIRONNEMENT.

La société SEDE ENVIRONNEMENT est également tenue d'établir un contrat avec le ou les prestataire(s) en charge, le cas échéant, de l'opération d'épandage (si celle-ci n'est pas réalisée par l'exploitant agricole lui-même). Ce contrat doit notamment permettre au prestataire d'intervenir dans le respect des dispositions du présent arrêté applicable à l'opération d'épandage.

Un exemplaire de chacun des contrats et conventions est conservé par la société SEDE ENVIRONNEMENT.

La société SEDE ENVIRONNEMENT reste propriétaire et responsable des composts non normalisés et de l'ORGANIK.

Si nécessaire, un nettoyage des chaussées et voies d'accès aux parcelles est réalisé à la charge de la société SEDE ENVIRONNEMENT, après chaque livraison et/ou épandage des amendements.

ARTICLE 9 – SUIVI ANALYTIQUE DU COMPOST NON NORMALISE ET DE L'ORGANIK

9.1 – Analyse

Chaque lot de compost non normalisé est analysé.

L'ORGANIK est analysé lors de la première année d'épandage et lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité, en particulier leur teneur en éléments-traces métalliques et composés organiques.

Ces analyses portent sur :

- le taux de matière sèche ;
- les éléments suivants de caractérisation de la valeur agronomique :
 - pH ;
 - rapport C/N ;
 - matière organique, matière sèche ;
 - azote global ; azote ammoniacal (en NH_4) ;
 - phosphore total (P_2O_5) ;
 - potassium total (K_2O) ;
 - calcium total (CaO) ;
 - magnésium total (MgO) ;
 - oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn) ;
- les éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents ;
- les agents pathogènes susceptibles d'être présents.

Lorsque les déchets ou effluents contiennent des éléments ou substances indésirables autres que ceux listés à l'article 3.2 ou des agents pathogènes, l'exploitant réalisera un dossier d'étude préalable permettant d'apprécier l'innocuité du déchet dans les conditions d'emploi prévues.

9.2 – Analyses périodiques

Outre l'analyse prévue à l'article 9.1 ci-avant, un programme de surveillance des caractéristiques de l'ORGANIK est réalisé ; il comprend ,par catégorie de produit ,au minimum les analyses suivantes réalisées avant la période d'épandage :

ORGANIK	CARACTÉRISATION VALEUR AGRONOMIQUE	ÉLÉMENTS – TRACES MÉTALLIQUES	COMPOSÉS – TRACES ORGANIQUES	AUTRES ÉLÉMENTS
PARAMÈTRES	Matière sèche – matière organique pH – C/N Azote global – azote ammoniacal (NH ₄) P ₂ O ₅ – K ₂ O – CaO – MgO	Cd, Cr, Cu, Hg Ni, Pb, Zn	7 principaux PCB (28-52-101-118-138-153-180) fluoranthène benzo(b) fluoranthène benzo(a) pyrène	As, B
1 ^{ère} ANNÉE	24	24	12	2
FRÉQUENCE ANNUELLE	12	12	6	-

9.3 – Les méthodes d'échantillonnage et d'analyses des composts non normalisés et de l'ORGANIK applicables pour le respect des dispositions des articles 9.1 et 9.2 sont celles fixées à l'annexe VIIId de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié.

9.4 – Les résultats des analyses sur les composts non normalisés et de l'ORGANIK à épandre doivent être connus avant épandage. Les résultats des analyses seront interprétés et transmis à tous les exploitants agricoles concernés pour intégration des amendements épandus dans leur plan de fumure.

ARTICLE 10 – SUIVI ANALYTIQUE DES SOLS

10.1 – Analyse préalable

Une analyse des sols est réalisée en des points de référence représentatifs de chaque zone homogène avant tout épandage sur cette zone ; le caractère homogène de la zone doit pouvoir être justifié. En tout état de cause, au moins une analyse pour 20 ha doit être réalisée.

Une telle analyse préalable des sols porte sur les paramètres suivants :

- éléments – traces métalliques : Cd – Cr – Cu – Hg – Ni – Pb – Zn ;
- granulométrie ;
- matière organique ;
- pH ; rapport C/N ;
- azote global ; azote ammoniacal (NH₄) ;
- P₂O₅ échangeable ; K₂O échangeable ; MgO échangeable ; CaO échangeable ;
- Oligo-éléments (B – Co – Cu – Fe – Mn – Mo – Zn).

10.2 - Suivi analytique

Au plus tard un mois avant le début des opérations d'épandage, des analyses des sols concernés par l'épandage permettant la caractérisation de leur valeur agronomique sont réalisées. Ces analyses portent sur les paramètres suivants :

- granulométrie ;
- matière organique ;
- pH ; rapport C/N ;
- azote global ; azote ammoniacal (NH₄) ;
- P₂O₅ échangeable, K₂O échangeable, MgO échangeable ; CaO échangeable.

Ces analyses de la fertilité chimique des sols seront complétées par la mesure des reliquats d'azote minéral sur les parcelles ayant reçu des composts non normalisés ou de l'ORGANIK au cours de l'année (mesure en fin d'hiver), et par un calcul de la fertilisation azotée.

La fréquence de ces analyses est la suivante :

PARAMETRES	FREQUENCE DES ANALYSES DE SOLS
Valeur agronomique	- pour 20 ha épandus, avec au moins une analyse par agriculteur concerné
ETM (Éléments traces métalliques) Cd - Cr - Cu - Hg - Ni - Pb - Zn	- Après l'ultime épandage sur le ou les points de références, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent - Au minimum, tous les dix ans
Reliquats azotés	- pour 20 ha épandus, avec au moins une analyse par agriculteur concerné

L'exploitant procédera à un examen comparatif des résultats obtenus par rapport aux analyses de référence.

10.3 – Les méthodes d'échantillonnage et d'analyses des sols applicables pour le respect des dispositions des articles 10.1 et 10.2 sont celles fixées à l'annexe VII d de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié.

10.4 – L'ensemble des résultats des analyses de sols sont interprétés et transmis à tous les exploitants agricoles concernés.

ARTICLE 11 – PROGRAMME PRÉVISIONNEL D'ÉPANDAGE

Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi en accord avec les exploitants agricoles concernés au plus tard 1 mois avant la campagne d'épandage. Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par les opérations d'épandage et les surfaces épandables correspondantes, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture sur ces parcelles (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) ;
- les analyses des sols visées à l'article 10.1 du présent arrêté, permettant la caractérisation de leur valeur agronomique ;
- la caractérisation de la valeur agronomique du compost non normalisé ou de l'ORGANIK (résultats des analyses visées à l'article 9.1 du présent arrêté), et les quantités prévisionnelles ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation de ces amendements en fonction des résultats d'analyses des sols et des amendements (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...), des types de culture et des apports d'autres fertilisants ;
- les périodes prévisionnelles de livraison et l'épandage ;
- les contraintes particulières éventuelles ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des Services d'Assistance Technique à la Gestion des Épandages (SATEGE) du département du Pas de Calais.

ARTICLE 12 – CAHIER D'ÉPANDAGE

Un cahier d'épandage, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du SATEGE du Pas de Calais, est conservé pendant une durée minimale de 10 ans. Il est mis à jour et comporte les informations suivantes :

- les quantités de compost non normalisé et d'ORGANIK épandues par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices, leur surface et les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les amendements, avec les dates de prélèvements, de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses ;
- les incidents éventuels.

La société SEDE ENVIRONNEMENT doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des composts non normalisés et de l'ORGANIK (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

ARTICLE 13 – BILAN ANNUEL

Un bilan annuel de l'épandage est établi par l'exploitant dans un document qui comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif (résultats d'analyses) et quantitatif des composts non normalisés et de l'ORGANIK épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportés sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sols ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent ;
- la mise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale ;
- les conclusions de la campagne d'épandage.

Ce bilan doit faire l'objet d'une large information auprès des exploitants agricoles (présentation ou envoi d'une copie du document). Un exemplaire du document sera transmis à l'inspection des installations classées et au SATEGE du Pas de Calais avant le 30 juin de l'année suivant chaque campagne.

ARTICLE 14 – HYGIENE ET SECURITE

14.1 - Toutes dispositions doivent être prises pour respecter, lors des opérations, les normes du décret n° 2006-1099 du 31/08/2006 en matière de bruit de voisinage.

Pour les manipulations manuelles des amendements organiques, le personnel doit disposer de gants adaptés.

14.2 - Avis d'un hydrogéologue agréé :

L'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, sur les parcelles du plan d'épandage situées dans les périmètres réglementaires de protection de captages d'eau potable, devra être transmis à M le Préfet du Pas-de-Calais dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Il devra notamment indiquer, parmi les parcelles impactées par un périmètre de protection éloignée de

captage d'eau potable, les parcelles sur lesquelles les épandages devront être interdits et celles sur lesquelles les épandages pourront être réalisés conformément aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 15 – CONTROLES

15.1 – Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

15.2 – Contrôles inopinés

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets, de sols ou de végétaux, ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité d'épandage de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 16 – DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R 514-3-1 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et d'un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue 6 mois après la publication ou l'affichage de cette décision, ce délai continue à courir jusqu'à l'expiration de 6 mois après cette mise en service.

ARTICLE 17 - PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT et peut y être consultée.

Cet arrêté autorisant la Société SEDE ENVIRONNEMENT à procéder à l'épandage des composts non normalisés et de l'ORGANIK sera affiché en Mairie de GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de cette commune.

Ce même arrêté sera affiché en permanence sur le site par l'exploitant.

ARTICLE 18 - EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la Société SEDE ENVIRONNEMENT et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT.

Arras, le 22 FEV. 2013
 Pour le Préfet
 Le Secrétaire Général par intérim,



Pierre CLAVREUIL

Copie destinée à :

- Société SEDE ENVIRONNEMENT – 5, rue Frédéric DEGEORGES - BP 175 à ARRAS (62000) ;
- Mairie de GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT ;
- Direction Régionale de l'Aménagement, de l'Environnement et du Logement - Service Risques
Inspecteur des Installations Classées à LILLE
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Service Urbanisme + Service Eaux et Risques -
Service Economie et Aménagement Durable à ARRAS
- Agence Régionale de Santé
- Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours à ARRAS
- Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail
et de l'Emploi du Nord et du Pas-de-Calais
- Direction Régionale des Affaires Culturelles à LILLE
- Dossier ;
- Affichage ;
- Chrono ;
- Archivage ;

ANNEXE 1

Communes concernées par le plan d'épandage du compost non normalisé

<i>Avesnes les Bapaume</i>	<i>Gréville</i>
<i>Ayette</i>	<i>Hamelincourt</i>
<i>Bancourt</i>	<i>Hannescamps</i>
<i>Baralle</i>	<i>Haplincourt</i>
<i>Barastre</i>	<i>Hénin sur Cojeul</i>
<i>Beaumont les Cambrai</i>	<i>Lagnicourt-Marcel</i>
<i>Béhagnies</i>	<i>Le Sars</i>
<i>Bertincourt</i>	<i>Le Transloy</i>
<i>Beugnâtre</i>	<i>Lebucquière</i>
<i>Biefvillers les Bapaume</i>	<i>Ligny-Thilloy</i>
<i>Bienvillers au Bois</i>	<i>Mercatel</i>
<i>Boiry Becquerelle</i>	<i>Monchy au Bois</i>
<i>Boisleux au mont</i>	<i>Morchies</i>
<i>Boisleux Saint Marc</i>	<i>Morval</i>
<i>Bucquoy</i>	<i>Mory</i>
<i>Buissy</i>	<i>Noreuil</i>
<i>Bus</i>	<i>Quéant</i>
<i>Cagnicourt</i>	<i>Rivière</i>
<i>Chérisy</i>	<i>Rocquigny</i>
<i>Courcelles le Comte</i>	<i>Rumaucourt</i>
<i>Croisilles</i>	<i>Saint Léger</i>
<i>Ecourt Saint Quentin</i>	<i>Sapignies</i>
<i>Ecoust Saint Mein</i>	<i>Saudemont</i>
<i>Ervillers</i>	<i>Vaulx Vraucourt</i>
<i>Favreuil</i>	<i>Vélu</i>
<i>Foncquevillers</i>	<i>Villers au Flos</i>
<i>Fontaine les Croisilles</i>	<i>Villers les Cagnicourt</i>
<i>Frémicourt</i>	<i>Ytres</i>

ANNEXE 2

Communes concernées par le plan d'épandage de l'ORGANIK

<i>Avesnes le Comte</i>	<i>Gomiécourt</i>
<i>Avesnes les Bapaume</i>	<i>Gouy en Artois</i>
<i>Bailleulval</i>	<i>Graincourt-les-Havrincourt</i>
<i>Bancourt</i>	<i>Grand Rullecourt</i>
<i>Bapaume</i>	<i>Haplincourt</i>
<i>Barastre</i>	<i>Haucourt</i>
<i>Barly</i>	<i>Lagnicourt-Marcel</i>
<i>Basseux</i>	<i>Le Sars</i>
<i>Beaulencourt</i>	<i>Le Transloy</i>
<i>Behagnies</i>	<i>Léchelle</i>
<i>Berles au Bois</i>	<i>Ligny-Thilloy</i>
<i>Beugnâtre</i>	<i>Martinpuich</i>
<i>Beugny</i>	<i>Mory</i>
<i>Biefvillers les Bapaume</i>	<i>Puisieux</i>
<i>Bihucourt</i>	<i>Rivière</i>
<i>Bus</i>	<i>Rocquigny</i>
<i>Courcelles le Comte</i>	<i>Sapignies</i>
<i>Dury</i>	<i>Sauchy Lestrée</i>
<i>Ecoust Saint Mein</i>	<i>Saudemont</i>
<i>Ervillers</i>	<i>Sus Saint Léger</i>
<i>Eterpigny</i>	<i>Vaulx Vraucourt</i>
<i>Favreuil</i>	<i>Villers au Flos</i>
<i>Fosseux</i>	<i>Warlencourt Eaucourt</i>
<i>Frémicourt</i>	<i>Ytres</i>

ANNEXE 3

Compost Non normalisé				
	Communes	Département	Surface inscrite dans le plan d'épandage en ha	Référence de la parcelle
1	Avesnes les Bapaume	62	22,60	Parcelle C1
2	Ayette	62	0,77	Parcelle AF104
3	Bancourt	62	43,63	Parcelles R8, X1, X2, X3 et X4
4	Baralle	62	54,75	Parcelles S1, S2, S3, S5, S6, S7, U2 et U16
5	Barastre	62	36,21	Parcelles AD107, AI10, AI11, AI12, AI13, AI14, AI15, B14, B15, X13 et X14
6	Beaumetz les Cambral	62	50,45	Parcelles AD1, AD2, K1, K2, K3, K4, K6, K7, K8, K11, K12, K13, K14, K15 et K16
7	Béhagnies	62	1,03	Parcelle Z4
8	Bertincourt	62	20,64	Parcelles B1, B3, B4, B5, B6, B7, V6 et X11
9	Beugnâtre	62	7,48	Parcelles Z11, Z41 et Z42
10	Bieffvillers les Bapaume	62	22,03	Parcelles C2 et C3
11	Bienvillers au Bois	62	16,54	Parcelles Z40 et Z47
12	Boiry Becquerelle	62	10,60	Parcelle G5
13	Boisieux au mont	62	58,66	Parcelles T1, T2, T4
14	Boisieux Saint Marc	62	87,41	Parcelles G2, G3, G4, G18, T8 et T104
15	Bucquoy	62	117,60	Parcelles AF1, AF2, AF3, AF4, AF5, AF6 et Z34
16	Buissy	62	4,49	Parcelle S11
17	Bus	62	11,39	Parcelles B12 et B13
18	Cagnicourt	62	15,38	Parcelle AB12
19	Chérisy	62	8,82	Parcelles AC6, AC8 et AC9
20	Courcelles le Comte	62	17,06	Parcelles AI8, AI9, AI17 et AI107
21	Croisilles	62	4,90	Parcelles AG8 et AC1
22	Ecourt Saint Quentin	62	12,09	Parcelles AG6, AG7, U13 et U14
23	Ecoust Saint Meln	62	101,13	Parcelles AB6, AG1, AG2, AG3, AG4, AG5, AG10, AG11, AG12 et AG13
24	Ervillers	62	76,73	Parcelles AI1, AI3, AI5, AI6, AI7, AI18, Z24, Z25, Z27, Z30 et Z31
25	Favreuil	62	18,84	Parcelles Z16 et Z21
26	Fonquevillers	62	2,47	Parcelle Z51
27	Fontaine les Croisilles	62	32,50	Parcelles AC2, AC3, AC4 et AC5
28	Frémicourt	62	129,98	Parcelles R1, R2, R3, R4, R5, R6, R7, R40, R42, R108 et X6
29	Gréville	62	43,01	Parcelles C4, C5, C7, C8, C9, C10, C11 et C13
30	Hamelinicourt	62	11,88	Parcelles G6 et G10
31	Hannescamps	62	38,13	Parcelles Z32, Z36 et Z37
32	Haplincourt	62	54,45	Parcelles AD3, AD4, AD5, AD7, AD8, AD114, B8, K17, K18, K20, K21, K22 et K29
33	Hénin sur Cojeul	62	38,65	Parcelles AB3, AB5, AB8 et AB10
34	Lagnicourt-Marcel	62	7,86	Parcelles AB13 et AB19
35	Le Sars	62	15,01	Parcelle Y18
36	Le Transloy	62	2,50	Parcelle X5
37	Lebucquière	62	53,82	Parcelles AD6, AD9, AD10, AD11, AD14, AD15, AD16, AD17, V13, X8, X9 et X10
38	Ligny-Thilloy	62	29,89	Parcelles C12, R22 et R23
39	Mercatel	62	40,41	Parcelles G20, G22, G23, G24, T10, T11 et T12
40	Monchy au Bois	62	8,67	Parcelles Z33, Z35 et Z48

41	Morchies	62	45,50	Parcelles AB14, AB18, AB20 et K24
42	Morval	62	33,03	Parcelles Y3, Y4, Y5 et Y8
43	Mory	62	203,72	Parcelles Z2, Z3, Z5, Z6, Z7, Z8, Z9, Z10, Z12, Z13, Z14, Z15, Z17, Z18, Z19, Z20, Z22, Z26, Z28 et Z29
44	Noreuil	62	9,42	Parcelles AB15 et AG9
45	Quéant	62	110,80	Parcelles AB16, AB17, R30, R31, R32, R33, R34, R35, R36, R37 et R39
46	Rivière	62	2,92	Parcelles T14
47	Rocquigny	62	3,82	Parcelle Y16
48	Rumaucourt	62	30,00	Parcelles U3, U4, U5, U6, U7(sauf ZC2), U10 et U102
49	Saint Léger	62	54,94	Parcelles AB1, AB2, AB4, AB7, AB9 et AB11
50	Sapignies	62	4,28	Parcelles Z23
51	Saudemont	62	8,37	Parcelles U110, U117 et U11
52	Vaulx Vraucourt	62	59,36	Parcelles Z43, Z44, Z45, Z46, Z49 et Z50
53	Vélu	62	31,81	Parcelles AD18, AD19, K26, K27, K28, V1, V2, V3, V4, V5 et V9
54	Villers au Flos	62	29,49	Parcelle D17
55	Villers les Cagnicourt	62	4,07	Parcelles U17
56	Ytres	62	2,35	Parcelles B18
TOTAL			1964,34	

ANNEXE 4

ORGANIK				
	Communes	Département	Surface inscrite dans le plan d'épandage en ha	Référence de la parcelle
1	Avesnes le Comte	62	9,97	Parcelles AL25 et AL26
2	Avesnes les Bapaume	62	123,56	Parcelles AL16, E5, E12, E29, E30, E31, E35, E37, E110 et E124
3	Bailleulval	62	47,78	Parcelles AK1, AK2 et AK3
4	Bancourt	62	146,67	Parcelles D1, D2, D3, D4, D5, D6, D9 et M602
5	Bapaume	62	17,49	Parcelles E10 et E11
6	Barastre	62	11,09	Parcelles L8, L9 et W10
7	Barly	62	5,82	Parcelle AL27
8	Basseux	62	18,33	Parcelles AK4 et AK5
9	Beaulencourt	62	13,61	Parcelles I6, I7, I8, L19 et L28
10	Behagnies	62	128,95	Parcelles F2, F3, F5, F6, F8, F9, F10 et AJ2
11	Berles au Bois	62	5,46	Parcelle AK7
12	Beugnâtre	62	70,51	Parcelles AH2, AH3, AH4, AH5, AH6, AH8, AH9, D11, D12, N6, N8, O9 et O107
13	Beugny	62	6,63	Parcelle M105
14	Biefvillers les Bapaume	62	17,52	Parcelles AJ3, AJ8, E24, E135 et F7
15	Bihucourt	62	14,82	Parcelle F4
16	Bus	62	9,82	Parcelle AK11
17	Courcelles le Comte	62	23,21	Parcelle AJ16
18	Dury	62	46,93	Parcelles H9, H11, H12, H13, H14 et H21
19	Ecoust Saint Mein	62	16,69	Parcelles N9 et N112
20	Ervillers	62	1,45	Parcelle N17
21	Eterpigny	62	36,71	Parcelles H16, H17, H18 et H20
22	Favreuil	62	29,39	Parcelles AH10, AH103, E14, N10 et O8
23	Fosseux	62	0,99	Parcelle AL28
24	Frémicourt	62	29	Parcelles AJ15, D8, D14, D15, D16, E22, M303 et M402
25	Gomiécourt	62	1,93	Parcelle F1
26	Gouy en Artois	62	3,72	Parcelle AK9
27	Graincourt-les-Havrincourt	62	27,99	Parcelles A2, A4, A5, A7, A8, A10 et A13
28	Grand Rullecourt	62	4,9	Parcelle AL24
29	Haplincourt	62	166,57	Parcelles L4, L5, M2, M3, M5, M9, M11, M12, M13, M15, M102, M103, M202, M203, M502, W1, W2, W3, W4, W5, W6, W7, W8 et W9
30	Haucourt	62	18,79	Parcelles H5, H6, H7 et H8
31	Lagnicourt-Marcel	62	18,31	Parcelles J3, J19 et J1
32	Le Sars	62	97,34	Parcelles AL1, AL2, AL3, AL4, AL5, AL7, AL8, AL9, O10, O11 et O12
33	Le Transloy	62	293,43	Parcelles L1, L2, L3, L6, L7, L10, L12, L13, L14, L20, L30, Q6, Q7, Q8, Q9, Q11 et Q12

34	Léchelle	62	2,36	Parcelle AK211
35	Ligny-Thilloy	62	49,26	Parcelles E2, E8, E13, E19, E28, E45
36	Martinpuich	62	3,57	Parcelle AL103
37	Mory	62	225,48	Parcelles F11, F108, N1, N2, N3, N4, N5, N7, N20, O1, O2, O3, O4, O5, O6 et O7
38	Puisieux	62	4,34	Parcelle E23
39	Rivière	62	11,66	Parcelle AK8
40	Rocquigny	62	4,74	Parcelle L11
41	Sapignies	62	55,75	Parcelles AJ1, AJ4, AJ5, AJ6, AJ7, AJ14, AJ20, AJ103, AJ108 et F111
42	Sauchy Lestrée	62	96,48	Parcelles AE4, AE16, AE17, AE18, AE19, AE22, AE24, AE30, AE36, AE44 et AE47
43	Saudemont	62	8,94	Parcelle H1
44	Sus Saint Léger	62	23,37	Parcelles AL22, AL23
45	Vaulx Vraucourt	62	58,15	Parcelles AH1, J5, J6, J8, J11, J101, N11 et N12
46	Villers au Flos	62	62,53	Parcelles I1, I2, I3, I4, M1, M302 et M702
47	Warlencourt Eaucourt	62	2,5	Parcelle AL17
48	Ytres	62	31,79	Parcelles AK12, AK13, AK14, AK15 et AK111
TOTAL			2106,3	

